

tiel de la question. Le chef de l'opposition (M. Stanfield) l'a énoncé clairement au moins trois fois dans sa déclaration du 25 novembre. A la page 1196 du compte rendu, il a dit:

Le premier ministre fait preuve d'entêtement pour ce qui est des secours que pourraient apporter les vols de nuit.

Plus loin, à la même page, on rapporte qu'il aurait dit:

Que le premier ministre et ses collègues prennent les mesures voulues pour aider Canairelief à transporter des approvisionnements dans ce pays la nuit; ...

Et plus loin:

... le peuple canadien jugera sévèrement le premier ministre pour avoir été incapable d'agir dans un domaine où le Canada pouvait apporter son aide, celui des vols de nuit, et je supplie le premier ministre de prendre rapidement des mesures pour que cette aide importante soit apportée.

C'est la question qui est au fond du débat.

Le député de Greenwood a aussi exprimé l'avis que la question fondamentale, dont la réponse déterminera nos conclusions, est celle-ci: Le gouvernement nigérian est-il sincère lorsqu'il déclare à la Croix-Rouge et au gouvernement canadien qu'il permettra les vols de secours diurnes dans des conditions raisonnables? Si la réponse est «oui», alors la question dont la Chambre est saisie est réglée et le gouvernement a raison. Tous les députés reconnaîtront, je pense, que les vols de secours diurnes, s'ils sont possibles, résolvent le problème et sont préférables aux vols de nuit. Cependant, si la réponse à la question fondamentale est «non», alors je reconnais que notre gouvernement devrait immédiatement réviser ses positions à l'égard des vols de nuit.

Le gouvernement nigérian est-il sincère quand il propose des vols de secours de jour? Le député de Greenwood est catégorique. Selon lui, c'est un complot. Ce n'est pas un complot, c'est une conspiration, non seulement de la part du gouvernement nigérian et de personnes non identifiées, mais une conspiration et un complot entre le gouvernement nigérian et le gouvernement britannique. Selon le hansard, page 1197, voici ce qu'aurait dit le député:

Dès le mois de janvier dernier, le général Alexander, membre d'un groupe d'observateurs au Nigéria, a fait état, selon *The Economist* du 11 janvier, d'un plan pour le Nigéria mis au point de concert avec le gouvernement britannique, et qui visait à proposer certaines mesures d'assistance que les autorités biafraises ne pourraient pas accepter pour des raisons militaires, et qui seraient susceptibles d'être mises en avant ensuite pour les besoins de la propagande en faisant

retomber sur le colonel Ojukwu la responsabilité de la famine au Biafra. C'est précisément ce qui s'est passé.

Voilà une accusation très grave. Le député de Greenwood qui, hélas, n'est pas à la Chambre en ce moment, sait fort bien qu'il ne peut se retrancher derrière des rapports présentés, selon lui, par le général Alexander ou même par *The Economist*, car, à force de répéter ici ces accusations, il les a simplement fait siennes. Si ce n'était pas là son intention, qu'il pose sur-le-champ la question de privilège et retire ses accusations. Si, par contre, il refuse de les retirer et les fait siennes, qu'il nous présente alors des preuves pour étayer des accusations si graves où les gouvernements britannique et nigérian sont taxés de conspiration et de collusion. Au cours de ce débat, ni le député de Greenwood ni aucun membre de l'opposition n'a pu fournir de témoignages permettant à la Chambre d'accepter de telles allégations de tromperie et de conspiration. Faute de preuves, la Chambre, je le répète, devrait rejeter ces allégations.

Il y a un an, quand la question du Nigéria a été renvoyée au comité des affaires extérieures, des accusations encore plus graves avaient été lancées contre le gouvernement du Nigéria par certains des députés de l'opposition qui ont encore attaqué récemment. Selon ces accusations, le gouvernement nigérian aurait été coupable de génocide, ou d'actes assimilés au génocide. Après avoir entendu les dépositions de nombreux témoins, y compris le représentant canadien qui fait partie de l'équipe internationale d'observateurs, et après une étude approfondie des rapports de cette équipe qui comprend des représentants des Nations Unies, tous ayant été sur les lieux, au Nigéria, le comité a présenté à la Chambre un rapport comportant des conclusions en ce qui concerne cette accusation en particulier.

M. MacDonald: Une minorité n'était pas d'accord avec le rapport.

M. Wahn: Plusieurs députés y étaient opposés, mais la plupart des députés ont accepté ce rapport, notamment la partie que voici:

D'après les témoignages que nous avons entendus, il ne semble pas que le gouvernement du Nigéria ait adopté une politique de génocide. Au contraire, il semble qu'il s'emploie entièrement à aider au maintien et à assurer la conservation de la vie et des biens des gens, y compris les Ibos, dans la zone dont il a actuellement le contrôle.

D'après les témoignages, plusieurs des Ibos qui vivent actuellement dans la région sécessionniste craignent le génocide et cette crainte se fonde sur